

systematiques — suscitées par des rivalités personnelles et des ambitions violentes — font rage et faussent artificiellement les débats politiques.

La limitation de la démocratie aux sphères de direction, loin de favoriser l'élaboration politique par une division du travail, tend à la priver à la fois de sa sève et de son sens de la responsabilité.

Aucun dirigeant, aussi doué fût-il, aussi abondamment pourvu d'informations qu'on le puisse concevoir, n'est capable de se passer du régulateur que constituera la vie idéologique de son parti. Ceux qui stérilisent cette vie pour mieux dominer se privent de boussole et, finalement, piloteront leur organisation droit sur les récifs.

L'élaboration de la politique d'un parti qui se propose l'instauration du socialisme ne peut être réglée une fois pour toutes comme celle d'un quelconque parti bourgeois dont les buts sont à court terme : prendre le pouvoir au sein du système social existant, à la place d'un parti peu différent, à la faveur, non d'une crise révolutionnaire, mais d'un petit chambardement ministériel ou, au pire, gouvernemental. Dès que les choses vont plus loin, ces sortes de partis sont complètement dépassés par les événements, et se montrent incapables de promouvoir des méthodes à la mesure des besoins : un exemple typique en est fourni aujourd'hui par les radicaux ou le M.R.P. en face du gaullisme. Un Mendès-France lui-même, plus doué que ses confrères, fait des plans pour le jour où De Gaulle voudra bien laisser la place, ce qu'il attend comme un phénomène naturel parce qu'en créer les conditions par les moyens de l'action politique échappe à la sphère de ses conceptions de la lutte sociale.

Un parti ouvrier, un parti communiste ne peut agir ainsi. Il doit concevoir la liaison de la lutte quotidienne, à partir des besoins les plus élémentaires des exploités, avec ses objectifs ultimes de transformation fondamentale de la société. Une tâche aussi complexe et délicate exige des réajustements constants en fonction de toutes les modifications conjoncturelles de la situation pendant de longues années, réajustements qui ne doivent rompre jamais le contact entre les objectifs immédiats et les fins dernières.

Or, sur le terrain de la lutte quotidienne, les intérêts élémentaires des travailleurs s'opposent souvent de catégorie à catégorie, ou bien certains de ces intérêts immédiats entrent en contradiction avec les intérêts généraux, à large échéance. Ceci est de plus en plus vrai, aujourd'hui que des couches moyennes, comme les techniciens, se prolétarisent tandis que les revenus ouvriers s'étalent en même temps que les besoins se diversifient.

Le Parti où ces intérêts divers sont représentés par des hommes doit alors agir comme une machine à penser vivante. C'est dans la discussion que ces intérêts doivent se confronter, s'évaluer, se corriger et reprendre leur juste place dans « le programme » par le jeu de la démocratie.

Si aucun homme n'a jamais été capable en ce domaine de se passer des débats de masses (Marx lui-même corrigea sa pensée en fonction de son contact avec le mouvement ouvrier, et en particulier avec la Première Internationale), une direction collégiale ne peut-elle en faire l'économie ?

Poser ainsi la question, c'est supposer le problème résolu.

D'où sortira une telle direction collégiale, si ce n'est d'un parti, qu'elle n'exprimera valablement que dans la mesure où elle aura été formée et sélectionnée par lui sur la base d'un affrontement d'idées, sans lequel il n'y a pas de choix concevable ? Comment ne dégénérera-t-elle pas si elle ne reste pas sous son contrôle, c'est-à-dire si ses idées ne sont pas discutées, contestées, si les progrès du mouvement tout entier ne s'inscrivent pas dans cette direction, en particulier par la modification de sa composition ?

Alors donc, pas de limite à la discussion. On devra sans cesse pouvoir tout remettre en question ?

Les adversaires de la démocratie sont de grands amis de l'ordre. Et il est vrai que la démocratie comporte toujours une part de désordre. Ouvrons par exemple le fameux livre de John Reed, « Dix jours qui ébranlèrent le monde », pendant de si longues années interdit dans le mouvement communiste : au tournant de chaque page on y voit des assemblées d'ouvriers et de soldats russes discutant dans le plus complet désordre, pendant des heures et des jours, sans limitation du temps de parole. On est loin là du modèle stalinien idéal selon lequel la révolution aurait été faite dans l'ordre militaire des plans achevés de quelques chefs géniaux obéis unanimement.

En fait, l'ordre sort du désordre. La solide base de l'action n'est pas l'approbation *a priori* donnée par des esprits endoctrinés à l'abri des arguments contradictoires, mais la conviction d'hommes qui ont pesé le pour et le contre.

Quant aux idées aberrantes, plus la vie de la pensée est large, moins elles sont dangereuses, plus vite elles sont redressées ou dépassées dans le flot de l'élaboration collective.

Cependant il est vrai que le mouvement ouvrier s'égarerait à discuter de n'importe quoi n'importe quand, à la manière des vieux cercles anarchistes. Le mouvement ouvrier possède un acquis historique, une expérience accumulée ; il doit s'en servir, en retenir les leçons.

PRINCIPES ET DOGMES

Les jeunes militants d'aujourd'hui se méfient de la théorie parce qu'elle leur apparaît le plus souvent sous la forme de citations (imprécises et sans références, en général) et de « principes » indiscutables que l'on oppose à leurs suggestions ou opinions.

Leur méfiance est justifiée dans la mesure où ces pseudo-principes sont en réalité des dogmes qui ont, comme tous les dogmes, l'utilité de paralyser la pensée dans l'horreur du sacré.

Un principe d'action révolutionnaire, une loi sociologique n'ont rien de comparable à un dogme.

Les principes dont des révolutionnaires peuvent se réclamer sont des règles qui enregistrent des acquis de portée historique du mouvement socialiste, ou des lois générales de la société (par exemple la lutte des classes, dont on peut dire que ceux qui la nient aujourd'hui ne peuvent être que des mystificateurs conscients ou des imbéciles), ou encore des lois plus restreintes, valables pour toute une période historique, et concernant les rapports entre telle et telle classes précises.

Plus un principe est fondamental, moins il a à craindre la contestation, plus il est facile de le démontrer.

Loin que les principes soient « tabou » et indiscutables, c'est au travers de la constante remise à l'épreuve de leur démonstration que le marxisme progresse, surtout en direction des intellectuels. Et cela, d'autant plus que, dans le domaine social, les lois fondamentales se dérobent fréquemment à l'évidence, et qu'il faut les mettre à jour en écartant un tissu serré de phénomène secondaires ou retardateurs que les myopes prennent pour l'essentiel et pour la négation de l'acquis.

Le dogme, au contraire des principes, est refusé à la critique. Il peut avoir été un principe juste, un acquis réel ; tout en lui peut encore ressembler à une loi valable, mais il a été coupé de ses considérants, de sa relativité, il a été pétrifié en vérité absolue (et souvent de façon caricaturale) et il est appliqué ainsi à des situations toutes différentes.